

20 octobre
1981

L'Andorre à l'heure du choix

Radios et réforme sur la sellette

De notre envoyé spécial : Pierre Pons

Andorre. — Le risque d'une crise institutionnelle provoquée par les différences profondes d'analyses de coprince d'un côté, des Andorrans de l'autre, en ce qui concerne la « réforme » et les attributions du futur exécutif ainsi que l'affaire des radios font que la principauté va se trouver, dans les mois qui viennent, à l'heure d'un choix définitif tel que nous avons pu l'analyser en cours de notre reportage (1).

A l'Elysée des consultations positives... mais...

Abondant, persuasif, informé, M. Rossel, conseiller majeur d'Encamps, ne s'embarasse pas de détail devant l'imbroglio actuel. Pour ce géant barbu, qui a une présence physique tout aussi solide que son prénom Roc, la cérémonie de la « remise de la Questa », le 5 octobre dernier, au Palais de l'Elysée à Paris, et les conversations qui ont suivi ont été très positives.

« Nous savions François Mitterrand ouvert à nos préoccupations et l'entretien a été fort cordial. Certes, il s'est félicité de l'accord sur les « radios » et il a mis l'accent sur une réforme qui devrait intervenir rapidement. Mais ça n'est pas

faire grief à notre co-prince français que de dire que Paris est loin de l'Andorre, et que nous aussi nous avons droit à la différence...

Aux représentants des co-princes de jouer le jeu

» Et si nous comprenons le désir du gouvernement français de ne pas faire « la chasse aux sorcières », nous nous trou-

vons devant les mêmes interlocuteurs qui, pendant des années, nous ont bernés. Cela explique peut-être ce sentiment de frustration du peuple andorran qui, lui aussi, est avide de changement. »

Situation difficile certes, mais qui pourrait être dénouée favorablement comme nous l'a confié un « sage » dont tous s'accordent à dire dans la Principauté qu'il a de fortes chances de présider le futur exécutif.

Dans l'intimité glacée de ces bureaux que l'on dit modernes, M. Oscar Ribas reste un homme très chaleureux, mais à l'implacable logique. C'est peut-être pour cela que la plupart de ses compatriotes confient volontiers leurs problèmes à son jugement avec l'impression qu'il dissipera tout de suite les brouillards et les malentendus.

Car ce jeune licencié en droit qui, durant deux mandats, de 1971 à 1979, représenta au conseil la paroisse de San Julia de Loria; qui s'occupe activement d'affaires de banque ou de la fabrication sous licence de « Winston » ou « Marlboro » est un homme qui a un code très précis de ce qui se fait, de ce qui ne se fait pas. Ce code échappe, dit-il, aux conventions pour obéir plutôt aux règles d'or de la morale.

Et la morale, qu'il s'agisse d'Eirasa ou de la Sofired, aucune d'entre elles ne l'a respectée.

« Un contrat est un contrat », m'a-t-il dit et pour moi il s'agit du « ras-le-bol » plus financier que politique. Pendant vingt ans, les deux sociétés nous ont spoliés, en ne réglant qu'en partie les redevances qu'elles s'étaient engagées à nous verser, et ont fait preuve à notre égard d'une réelle désinvolture.

« Ce protocole peut, certes, amuser la galerie, mais il faut respecter l'ordre logique des choses. C'est-à-dire que le conseil actuel doit expédier les affaires courantes mais ne doit pas hypothéquer l'avenir en signant avec des sociétés qui, par le passé, n'ont pas tenu leurs engagements.

En affirmant cela, Oscar Ribas ne m'a joué ni le sketch du Monsieur débordé par des activités fort nombreuses, ni celui du politique prêt à se sacrifier sur l'autel des réformes car, pour lui, le lien féodal avec les coprinces reste une garantie de liberté. Mais à la condition que leurs représentants jouent le jeu. — P. P.

(1) Voir « La Dépêche » du 19 octobre 1981.

Une ligne ayant malencontreusement sauté dans notre article précédent, nous nous devons de rétablir le sens exact de l'observation de l'organe du parti démocratique andorran : « Si Punt Politio demande l'inculpation du directeur de "Sud-Radio", c'est surtout parce que l'opinion andorrane ne comprend pas qu'on puisse laisser en place un responsable qui a passé outre à une décision prise par le Conseil des Vallées, même si un "retournement" politique récent lui permet de ronronner dans les allées du pouvoir actuel ».